

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#18

MARS

2012

CONTRE LA DIVISION RACISTE ET L'AUSTÉRITÉ,

UNE VOIX

ANTICAPITALISTE

FACE À LA CRISE !

LE 22 AVRIL 2012, VOTEZ



PHILIPPE POUTOU

ouvrier, candidat anticapitaliste

www.poutou2012.org



En Grèce comme en France, aux capitalistes de payer leur crise !

Sarkozy n'a qu'un espoir pour l'emporter en mai : tirer les débats sur son terrain de prédilection, celui des attaques sociales. Le PS, comme d'habitude, tombe dans ce piège. Impensable pour François Hollande de se rebeller contre le pouvoir des banques et du patronat, de s'en prendre aux profits des grandes entreprises. Bref, entre l'austérité saucée épicée de Sarkozy ou celle légèrement adoucie de Hollande, il ne faudra vraiment compter que sur nous-mêmes pour refuser de payer la crise...

Dictature des capitalistes

Pour ces politiciens, la démocratie c'est bien quand c'est un dimanche tous les cinq ans. Le reste du temps, ce sont les « marchés » qui font la loi : la minorité qui possède les richesses, fixe les règles de leur production, de leurs échanges, les prix, la rémunération des salariés...

Le chaos de l'économie capitaliste a mené à la catastrophe. La dette vient des milliards offerts par les États aux plus riches, aux grandes entreprises, aux banques. Pour compenser le manque à gagner, ils sont allés ensuite s'endetter auprès... de ces mêmes banques ! Parmi

les créancières de la Grèce, des boîtes françaises comme la BNP, la Société générale, Groupama, Dexia, le Crédit agricole... Quand les États européens disent qu'ils « prêtent » de l'argent à la Grèce, c'est en fait pour qu'elle le donne à ces banques ! Ce sont elles les responsables de la crise de 2008, elles qui ont touché des milliards pour éviter la faillite. Maintenant, elles viennent nous racketter !

S'en prendre à leurs pouvoirs, c'est s'en prendre à la propriété, à l'opacité des transactions, à la « liberté d'entreprendre ». C'est s'affronter avec les plus riches, qui, contrairement aux plus pauvres, peuvent maquiller leurs comptes, s'évader fiscalement, menacer de délocaliser leurs fortunes. L'annulation de la dette, la hausse des salaires ou le contrôle des prix ne s'obtiendront pas par des votes au Parlement. Il faudra un rapport de forces très important, par des mobilisations sociales dans les entreprises, dans les rues pour l'imposer.

Sur la base d'un tel rapport de forces, un gouvernement des travailleurs expropriera les capitalistes et nous prendrons le contrôle des entreprises, de nos universités, de nos lycées, de nos quartiers, de nos services publics...

La poudrière grecque

C'est l'enjeu aujourd'hui en Grèce. Les jeunes qui occupent les places pour une démocratie réelle, les étudiants qui occupent leurs universités, les salariés en grève... Tous ceux et celles qui refusent de payer la crise doivent se regrouper, se coordonner pour jeter dehors les capitalistes, les institutions économiques de la « Troïka » (Fonds monétaire international, Union européenne, Banque centrale européenne, duo « Merkozy ») et la clique politicienne à leur service.

Face à l'austérité, qu'elle soit de droite ou de « gauche », il faut préparer une opposition de gauche combative, anticapitaliste, indépendante du Parti socialiste. Une gauche qui se situe clairement sur le terrain de l'internationalisme et qui refuse de se ranger derrière la « République » ou le drapeau français tant ces symboles ont toujours servi les intérêts des dominants. Contrairement à Jean-Luc Mélenchon, qui reste un politicien professionnel, c'est ce message, ce relais du meilleur de nos luttes que le NPA veut porter avec la candidature de Philippe Poutou.



Sarkozy veut toujours nous faire payer la crise !

A l'issue du sommet social du 18 janvier, Sarkozy a annoncé une série de mesures issues du programme du MEDEF. Les jeunes, les classes populaires, les travailleurs et travailleuses vont casquer !

Des sanctions pour plus d'apprentissage

Dès le mois de février, Sarkozy fera voter un texte demandant aux entreprises de plus de 250 salariés d'avoir au moins 5% de jeunes en alternance. Il s'agit de faire passer un message idéologique : l'apprentissage, c'est-à-dire la formation sous la coupe du patronat, est la solution pour développer l'emploi et faire baisser le chômage.

C'est faux. Le problème des jeunes, c'est qu'ils sont embauchés dans des conditions scandaleuses : contrats précaires, des salaires sous le SMIC, etc. Sarko va aggraver cette situation !

Cette mesure vient s'ajouter à la réactivation du dispositif « zéro charge », pour les jeunes de moins de 26 ans, dans les entreprises de moins de dix salariés. Les « charges » dans la bouche de Sarko et du patronat, ce sont les cotisations versées à la Sécurité sociale. Les exonérations, c'est autant d'argent (30 milliards d'euros l'an dernier) qui ne va pas dans les caisses des retraites et de l'assurance maladie. Et après, Sarkozy ose nous dire que le problème, ce sont les « fraudeurs » !

La mise en place de la « TVA sociale »

La mesure prendrait effet le 1er octobre prochain. Le dispositif consiste à augmenter la TVA pour financer la Sécu, en remplacement des cotisations. Il s'agit d'exonérer les patrons de 13 milliards d'euros (sur les salaires les plus faibles) et de compenser ce manque à gagner par une hausse de 1,6 points de TVA (qui passera de 19,6% à 21,2%).

La TVA, la taxe sur les produits qu'on achète dans le commerce, est l'impôt le plus injuste : un SDF la paie au même titre qu'un milliardaire. Et la TVA «

sociale », c'est carrément un double vol : d'abord on prend une partie de l'argent qui doit aller à la Sécu... Et en plus, on augmente les prix !

À l'origine, la Sécu devait être financée par les salariés, avec des cotisations versées au moment où l'on touche notre paie. Avec les exonérations, on prend donc cette cotisation, ce salaire socialisé, pour le remettre dans la poche du patron.

C'est inacceptable ! C'est aux salariés et à eux seuls, pas à l'État et au patronat, de gérer la Sécu et de décider du montant des cotisations !

Accords de compétitivité négociés entreprise par entreprise

Enfin, l'attaque la plus grave est sans doute de permettre aux patrons de fixer des règles différentes sur le temps de travail dans leurs entreprises. Actuellement, un patron ne peut pas obliger ses salariés à travailler plus que prévu par la loi (même s'il peut déjà leur mettre la pression). Avec le nouveau dispositif, il deviendra possible d'imposer des heures supplémentaires aux salariés si « une majorité » est d'accord. Sarkozy se moque du monde : bien sûr que face à la pression, les salariés (surtout dans les PME) vont être forcés d'accepter, surtout si la majorité est en contrat précaire et peut se faire virer d'un jour à l'autre.

Dans les entreprises où les salariés sont nombreux, où il existe des syndicats et un rapport de force, ce genre d'accord peut plus difficilement passer. C'est d'ailleurs pour cela que beaucoup de grandes entreprises sous-traitent des tâches aux PME !

Avec de tels accords, le patronat pourra allonger la durée du travail sans hausse des salaires. C'est le « travailler plus » pour gagner autant... Voire moins !

Comité Jeunes travailleurs de région parisienne



Le NPA met en avant quatre exigences pour l'emploi :

- Répartir le temps de travail en allant immédiatement aux 32 heures avec maintien des salaires
- SMIC à 1600 euros nets, augmentation de tous les salaires de 300 euros nets, allocation d'autonomie à hauteur du SMIC pour que les jeunes puissent se former sans se salarier. Le tout en prenant sur les profits des entreprises et en les répartissant
- Interdire les licenciements. En cas de faillite d'une entreprise, maintenir les salaires à l'aide d'un fonds à la charge du patronat, jusqu'au reclassement
- Imposer la rémunération des apprentis et stagiaires à hauteur du SMIC ou des conventions collectives et interdire tous les contrats précaires. Les stages représentent à ce jour l'équivalent de 100 000 emplois à temps plein ! La mise en concurrence par le patronat, ce n'est pas seulement celle des salariés français avec ceux de Chine, d'Inde ou d'Allemagne. C'est aussi celle entre les salariés en emplois stables et les précaires, jeunes et plus anciens !

Athènes brûle-t-elle ?

Dans les médias, les révoltes en Grèce sont souvent résumées à la « violence » des manifestants, des usines de cocktails molotov cachées dans les caves de quelques



squats anarchistes. Aujourd'hui, tout cela ne veut plus rien dire. La révolte est générale contre la politique d'écrasement menée par ce qui reste du gouvernement d'union nationale de Lucas Papadémos, ancien de Goldman Sachs et aujourd'hui ennemi public n°1 de la population grecque.

En deux ans, les salaires ont été divisés par deux, le salaire minimum tombé à 450 euros net (et moins de 400 euros pour les moins de 25 ans), même tarif pour les retraités, dont la pension minimale est tombé à 392 euros par mois, dans un pays où les prix sont comparables à ceux de la France. Dans la fonction publique,

on annonce 150 000 suppressions d'emplois d'ici 2015, alors que les hôpitaux sont déjà asphyxiés et que beaucoup d'écoles ne sont même plus chauffées.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, manifestations et grèves sont quotidiennes. Plus remarquables : on voit des tentatives de reprise en main d'entreprises par les travailleurs, comme dans la presse dans le journal Eleftherotypia. Les salariés ont lancé une édition autogérée, vendue en kiosques, qui sert à financer la grève des huit cents salariés menacés de licenciement.

La population organise la révolte contre le pouvoir grec, les banques, Sarkozy et Merkel. La volonté

de report des élections traduit aussi la peur d'un scrutin qui tournerait au fiasco pour les partis pro-austérité, le PASOK (PS) en tête.

Hichem (Comité Jeunes Sorbonne)



**PHILIPPE
POUTOU**

ouvrier, candidat anticapitaliste

www.poutou2012.org

A Lyon comme ailleurs, No pasaran !

Depuis trois ans, Lyon est le laboratoire de tous les nerfs d'extrême-droite : manifestations régulières contre le droit à l'avortement, attaque d'un rassemblement contre le débat sur l'identité nationale, agressions de militantEs politiques et syndicalistes reconnues, invasion d'un Quick halal, tenue d'une « marche des cochons » pour dénoncer « l'islamisation de la France », ouverture de locaux où se réunissent ces groupuscules en plein centre ville, agressions à la sortie du stade de Gerland, destruction d'un bar à chicha... Rien de rassurant car la liste est loin d'être exhaustive. Sans compter les nombreuses autres agressions racistes, qui peuvent passer inaperçues, notamment dans le quartier Saint Jean, QG autodéclaré des fachos.

Pas de facho dans nos quartiers...

Dans les universités lyonnaises, on observe depuis cette année le grand retour du GUD (Groupe union défense, fondé en 68 à l'université de Paris 2-Assas et célèbre pour « casser du gauchisme »). Le mouvement Anonymous a lancé une opération « Lyon propre » le 14 janvier, pour pirater le site et les boîtes mail du GUD. On apprend dans le compte-rendu d'une de leurs réunions qu'« un bon gauchiste est un gauchiste à l'hôpital » (1). Rien de rassurant par conséquent, alors que deux militantEs de l'UNEF de Lyon 3 ont déjà été intimidéEs et bousculéEs lors d'une distribution de tracts.

Le jour même de l'opération « Lyon propre », les Jeunesses nationalistes - énième groupuscule - ont joué à incarner la future milice fasciste, peut être celle qui marchera sur Paris ! Ce groupe a été fondé par Alexandre Gabriac, conseiller régional élu sur les listes FN en 2009 avant d'être exclu par Marine Le Pen, pour ses bras tendus récurrents (sic) et autres photos compromettantes. Il est lié à Yvan Benedetti, conseiller municipal de Vénissieux et proche de Bruno Gollnisch, fraîchement élu président de l'Œuvre française (« mouvement nationaliste pour la France aux Français »). À Lyon, les Jeunesses nationalistes et le groupe de Benedetti partagent aujourd'hui le même local.

Ils étaient deux cents à parader en rangs bien ordonnés, brandissant une croix blanche, vêtus de noir, pour demander le retour des soldats français d'Afghanistan, faux prétexte pour que la Préfecture les laisse défilé.

En face, de l'autre côté de la Saône, nous étions 1500 à l'appel du Comité de vigilance contre l'extrême-droite, pour rappeler que les fascistes à Lyon ne sont pas chez eux, que la rue ne leur appartient pas. Depuis avril 2009, déjà trois initiatives de ce type avaient réuni à chaque fois entre 1500 et 2500 personnes. Cette fois encore, un cortège dynamique regroupant la totalité de la gauche et de l'extrême-gauche lyonnaises a crié son dégoût des fascistes.



... Pas de quartier pour les fachos !

Cette situation n'est malheureusement pas due au hasard. Dans un contexte de crise profonde du capitalisme, au moment où les discours de Guéant et Sarkozy banalisent le racisme et la xénophobie, ces groupuscules sortent de leurs trous. Ils n'ont plus peur de crier tout haut ce qu'ils ont toujours pensé. Le racisme d'État les conforte, leur donne confiance. La voie leur est ouverte pour qu'ils déversent sur la ville

leurs idées rétrogrades, homophobes et machistes.

Leur idéologie est un véritable poison pour les travailleurs/euses et la jeunesse. Elle n'a d'autre fonction que de sauvegarder l'ordre social, celui du capitalisme, des possédants.

Contre les néo-nazis et l'extrême-droite de tout poil, rappelons la nécessité du « tous ensemble ». Seule l'unité de notre camp social, au-delà des différences de sexe, de race ou d'orientations sexuelles, sera à même

de riposter contre l'austérité qui s'installe partout en Europe.

Jamais dans les lycées, les universités, sur les lieux de travail, dans nos quartiers, les fachos ne seront les bienvenus. Chaque fois que l'extrême droite viendra, les antiracistes, les féministes, les internationalistes seront là pour riposter !

F. (Lyon)

(1) rebellyon.info

Le CRIF frappe à Saint-Denis

Il y a un an, le Conseil représentatif des institutions juives de France (lobby pro-israélien) faisait interdire un colloque prévu à l'ENS sur la politique d'apartheid d'Israël. Les motifs ? Un ton haineux et « discriminatoire ». Mais qui discrimine ? Ce sont les Palestiniens qui s'enferment derrière des murs ? Ou qui s'imposent eux-même un blocus à l'intérieur de la Bande de Gaza ? Aujourd'hui, c'est la présidence de Paris 8 (Saint-Denis) qui cède aux pressions au motif de risques de troubles à l'ordre public à l'occasion d'un colloque sur la politique d'apartheid de l'État israélien prévu pour les 27 et 28 février. À travers ces interdictions, le CRIF veut empêcher que s'organise la solidarité avec le peuple palestinien, au travers de la campagne BDS (boycott-désinvestissement-sanctions), afin de briser le blocus de Gaza et de mettre un coup d'arrêt à la colonisation israélienne.

À L'UNIVERSITÉ, TOUT FOUT LE Caen !

L'université de Caen a inventé une nouvelle forme de précarité. Pour faire face aux difficultés financières et éviter d'être mise sous tutelle par le ministère, elle a voulu imposer aux moniteurs étudiants en bibliothèque (CDD) de ne pas être payés au mois de février. Cette situation n'est d'ailleurs pas isolée, régulièrement les universités retardent les paiements des plus précaires lorsque les caisses sont vides. Face à la réaction des étudiants, la DRH de l'Université a proposé le paiement de 40% du salaire pour le mois de février, soit 144 euros au maximum, le prochain versement ayant lieu à la fin du mois de mars ! La pression des étudiants concernés a permis d'obliger la DRH à maintenir le versement de 80% du salaire brut (90% du salaire net) pour le mois de février, et de garantir le versement pour les mois suivants. Si la détermination et l'organisation des étudiants a permis d'éviter ce coup de force de la direction, ceci n'est qu'un avant-goût des méthodes mises en place par les administrations pour faire passer la pilule de l'austérité.

Le « nègre » du raciste Guéant

Qui connaît Yves Roucaute ? Ancien dirigeant de l'UNEF et de l'UEC dans les années 1970, il s'est converti au néo-conservatisme dans les années 1980 (l'air du temps...). Il travaille comme conseiller des différents gouvernements de droite depuis 1986, notamment auprès d'Alain Madelin, avec qui il a soutenu les interventions militaires en Afghanistan et en Irak, pays dans lesquels il s'est rendu pour fêter « les victoires » sur les talibans et Saddam Hussein. Il est aujourd'hui enseignant en droit et sciences politiques à l'université Paris X - Nanterre. Outre ce CV impressionnant, il est l'auteur du discours de Claude Guéant, lors de la réunion organisée par l'UNI le 4 février dernier. Pour rappel, Guéant y racontait (avec plus d'un siècle de retard sur nos glorieux colons, Jules Ferry et consorts) que « toutes les civilisations ne se valent pas ». En même temps, pour des gens qui ont soutenu le rasage de deux pays (Irak, Afghanistan) et l'écrasement économique d'un troisième (Grèce) cet individu a le mérite d'être cohérent...

ÉTAT ESPAGNOL : LE manque de chauffage FAIT MONTER LA TEMPÉRATURE !

Ces derniers jours, l'État espagnol a connu d'importantes manifestations, notamment contre une modification de la législation du travail prévue par le gouvernement Rajoy (Parti Populaire - droite espagnole), récemment élu. Dans l'Éducation, les coupes budgétaires se sont multipliées. Des manifestations à l'initiative des enseignants du public ont eu lieu le 19 janvier, rejoints par l'ensemble des salariés du public le 26 janvier.

Le 15 février, des lycéens de l'IES Luís Vives à Valence manifestaient contre les coupes budgétaires et notamment l'absence de chauffage dans l'établissement. Ils ont fait face à une répression violente qui se solde par plusieurs interpellations. Le lendemain, une manifestation a réuni plus de 20 000 étudiants dans les rues de la ville et a fait de nouveau face à des agressions policières. Le 20 février, la police est intervenue aux abords de l'IES Luís Vives pour de nouveau provoquer les lycéens. La solidarité s'organise à la fois pour obtenir la libération des détenus et en préparation des journées de manifestation et de grève face aux mesures d'austérité.

Dans ce numéro

- Dossier : Femmes et crise du capitalisme !** Pages 4-5
Chômage et (jeunes) femmes
Les femmes dans les luttes sociales : L'exemple de l'Argentine en 2001
En dehors de la famille, point de salut !
La prostitution : Pourquoi la pénalisation des clients ne règle rien ?
- Théorie : Les femmes face à la crise** Page 6
- Éducation** Page 7
A l'ENS, la formation des élites c'est aussi le sexisme, le racisme, l'homophobie...
Formation des enseignants
- Funky : Avec Guéant, fais ta hiérarchie des civilisations ACTA, la liberté, la propriété intellectuelle** Page 8
Page 8

Femmes et crise

Chômage des (jeunes) femmes

C'est par les luttes que les femmes ont obtenu leurs droits (vote, contraception, travail et ouverture de comptes en banque sans autorisation du mari, avortement, reconnaissance du viol comme un crime, pénalisation du harcèlement moral ou sexuel...).

Dans la campagne électorale, il est important que leurs revendications soient entendues. Le NPA demande notamment :

Dans L'Éducation

Un recrutement massif dans les infirmeries scolaires pour leur ouverture permanente

La mise à disposition effective de pilules du lendemain, de moyens de contraception et de protection (dont des préservatifs féminins, des digues dentaires, des gants en latex...)

Des cours d'éducation à la sexualité présentant le concept du genre et l'ensemble des pratiques et des moyens de contraception et de protection. Ils seraient donnés par des associations féministes et lesbiennes, gays, bi, trans et intersexués (LGBTI)

Pour la jeunesse

Une allocation d'autonomie permettant à chacune et chacun de vivre sa sexualité librement

L'ouverture de centres d'accueil pour les jeunes LGBTI en rupture familiale, gérés par des associations LGBTI

Pour la LIBRE

DISPOSITION DE SON

CORPS

Le maintien et l'ouverture de centres d'IVG et de Plannings familiaux

La gratuité effective de l'avortement et de la contraception, notamment pour les mineures, sans autorisation parentale

A chaque période de crise, les femmes font parties des premières victimes.

Dans cette crise, il y a eu de nombreux licenciements, d'abord dans des secteurs majoritairement masculins. Mais avec la crise de la dette et la mise en place des plans d'austérité, ce sont les femmes qui sont les plus touchées: attaque des retraites, licenciements, sous-emplois, pas d'embauches dans le secteur public.

Le chômage des femmes n'est pas forcément plus important puisqu'en 2010 en Union européenne, que se soient pour les femmes comme pour les hommes, le taux de chômage était de 9,6% mais la grosse différence est en fait le taux d'emploi: les femmes sont moins embauchées et quand c'est le cas, elles occupent majoritairement des emplois précaires. Ou encore sous-estimé, comme on l'a vu récemment avec Lejaby, société qui fabriquait des sous-vêtements, où les ouvrières subissent une reconversion forcée dans la maroquinerie afin de ne pas être licenciées. Cela montre bien que la force de travail des femmes est considérée comme malléable.

Quand des ouvrières prennent le contrôle de leur usine...

En 2001, l'Argentine a été touchée par une crise économique de grande ampleur due à l'éclatement de la bulle internet en 2000, qui a fini de déstabiliser un système économique déjà très fragile. Les plans d'austérité, les fermetures d'usines, la baisse des salaires ont conduit à une importante paupérisation de la population. Face à ces attaques, des résistances ont vu le jour. Les travailleurs se sont organisés en assemblées

populaires au niveau des quartiers, et dans plus de 150 usines fermées, ils ont relancé la production. Le Mouvement national des entreprises récupérées (MNER), créé avant 2001, prit beaucoup d'ampleur durant cette période.

La crise argentine, illustre particulièrement bien la place des femmes dans les luttes. C'est un pays sous très forte influence de l'Église catholique, très patriarcal et sexiste. Le

secteur public n'ait pas mieux loti. Ce secteur est une source d'emploi importante car il est majoritairement féminin mais aussi, il est vital pour que les femmes ne soient pas cantonnées à la sphère privée afin de s'occuper des enfants et des personnes âgées, rôle que lui attribue cette société patriarcale. Cela signifie que la fermeture des crèches et haltes garderies, la fermeture de classes, le manque de place dans les écoles maternelles du fait de la non embauche et de suppression de postes mais aussi dans les maisons de retraites obligent les femmes à se sacrifier professionnellement en acceptant des emplois de plus en plus précaires et sous-payés. Tout cela affaiblit encore plus les femmes, déjà précaires.

Cette situation commence dès la formation. On constate que les filières techniques et technologiques sont majoritairement masculines alors que 71% des étudiants en littérature et Sciences humaines, filières qui offrent moins de débouchées, sont des femmes tandis qu'elles ne sont que 39% en sciences.

Et même arrivées sur le marché du travail, les inégalités persistent: à travail égal, leurs salaires

est inférieur à 27%, elles ont rarement la possibilité d'évoluer et avec la crise, tout cela s'accroît. Elles occupent majoritairement des emplois précaires puisque 80% des temps partiels sont occupés par les femmes et sur ces emplois, elles subissent des réductions de temps de travail et donc de rémunérations mais, contrairement aux hommes, ne bénéficient pas d'indemnités comme cela a pu être le cas dans le secteur de l'automobile.

Que ce soit à la fac, au travail ou chez elles, les femmes subissent au quotidien le patriarcat et les inégalités de cette société. La date du 8 mars est une échéance qui nous permettra de dénoncer toutes ces inégalités et de revendiquer une égalité au travail et la mise en place d'un vrai service public.

Cécile (Comité Jeunes Paris 8) et Vanessa

(Comité Jeunes 92 nord)

TOUTES ET TOUS DANS LA RUE LE 8 MARS !!!!

droit à l'avortement n'y est pas reconnu, ce qui entraîne de nombreux drames. Le harcèlement sexuel au travail et dans la sphère privée, les violences, sont très fréquents et banalisés, car les réponses judiciaires sont très faibles.

D'une lutte ouvrière...

Une des usines occupées est celle de textile Brukman, à Buenos Aires, dont une des particularités est qu'elle emploie majoritairement une main d'œuvre féminine, beaucoup de mères de familles, pour certaines arrivées sur le tard sur le marché du travail, poussées par la situation économique difficile des ménages. Suite à la fuite des patrons, les ouvrières ont commencé à occuper l'usine, puis à reprendre la production à leur compte, en auto-gestion. Cependant, après quelques mois, les patrons de l'usine ont voulu reprendre le contrôle, et les travailleuses ont été expulsées par la police.

S'en sont suivis huit mois durant lesquels les ouvrières ont établi un piquet de grève devant l'usine, jusqu'à finalement gagner le droit de récupérer le contrôle de l'usine. L'usine Brukman est devenue une coopérative autogérée

par ses ouvriers. La lutte, l'expérience d'autogestion de l'usine, la politisation, ont été pour les travailleuses une source d'émancipation, et de prise de conscience collective de l'oppression des femmes. Durant la lutte, de nombreux soutiens politiques ont été apportés aux ouvrières, notamment de la part du nouveau collectif féministe Pan y rosas, un regroupement large de toutes les femmes qui luttent pour l'émancipation et contre l'oppression avec des perspectives anticapitalistes et révolutionnaires. Ce collectif a vu le jour durant les mobilisations de 2001, en lien avec l'expérience de Brukman.

... au renouveau du mouvement féministe

Depuis, le mouvement féministe argentin s'est reconstruit et se bat contre le sexisme et pour les droits des femmes. En 2005 a débuté la Campagne nationale pour le droit à l'avortement légal, sûr et gratuit, autour du slogan « Éducation sexuelle pour décider, contraceptifs pour ne pas avorter, avortement légal pour ne pas mourir ». Campagne qui a mené, en novembre 2011, à un premier vote en faveur du droit à l'avortement par une commission du congrès

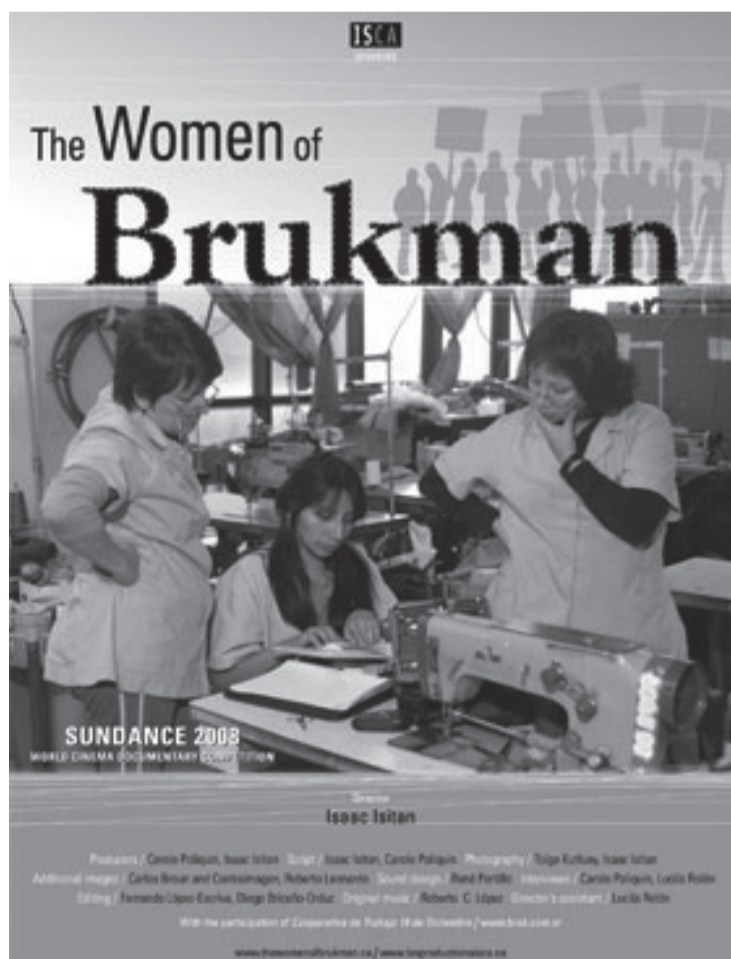
argentin. Ce vote est le résultat de longues années de luttes des féministes, et constitue une victoire, même si il devra être confirmé par deux autres commissions dont le résultat devrait être connu courant 2012.

L'exemple de l'Argentine illustre l'importance du lien entre mouvement des travailleurs et mouvement des femmes. Le mouvement anti-crise de 2001, et plus précisément la lutte des ouvrières de Brukman, n'a pas commencé avec des revendications féministes. Mais l'expérience de Brukman diffère de celles des deux cents autres usines occupées, par le caractère de genre que sans le vouloir cette lutte va porter. C'est une lutte qui a permis à des femmes au foyer, des ouvrières qui n'avaient jamais fait de politique et n'avaient jamais remis en cause leur place dans la société, de s'emparer de ces questions et de prendre conscience, progressivement et de manière différente selon les cas, de l'oppression dont elles étaient victimes. C'est également ce mouvement qui a aidé au renouveau du mouvement féministe en Argentine.

Lucie (Comité Jeunes

Jussieu) et Mylène

(Comité Jeunes Tolbiac)



du capitalisme !

Femmes et famille

La famille a un rôle social de contrôle et d'éducation. C'est dans le cadre familial que les choix scolaires et professionnels des filles leur sont imposés, que leurs tenues et leurs comportements sociaux et sexuels sont les plus violemment critiqués, que le dressage à la prise en charge des tâches domestiques s'effectue le plus efficacement.

Un cadre d'exploitation

La famille constitue en effet un cadre d'exploitation des femmes dès la jeunesse : les lycéennes et les étudiantes passent en moyenne 37 minutes par jour de plus que leurs condisciples masculins (ou leurs frères...) en tâches domestiques (1h27 contre 50 minutes). Chez les salarié-e-s, l'écart se creuse : 2h06 par jour en moyenne pour les hommes, 3h27 pour les femmes. Ménage, rangement, vaisselle, cuisine, linge, courses, soins aux enfants et aux adultes, mais aussi bricolage, jardinage et soins aux animaux... Les premiers bénéficiaires ? Les hommes de la famille (conjoint, frère(s), fils) : non seulement ils ont plus de temps pour leur

carrière professionnelle (1h de plus de travail et de formation par jour en moyenne chez les salariés), mais ils bénéficient aussi de trois quarts d'heure de loisirs de plus par jour (4h24 de loisirs par jour contre 3h46 pour les femmes : une différence déjà présente chez les jeunes avec 4h35 de loisirs chez les lycéens et étudiants contre 3h19 pour les filles de la même catégorie). (1)

Le patriarcat, système de domination, d'oppression et d'exploitation des femmes fondé sur la puissance paternelle et masculine, rejoint alors les besoins du capitalisme.

Retour à l'ordre moral

La structure familiale est un outil pour la classe dominante, car elle permet de fractionner la classe ouvrière en cellules familiales réduites (comme avec la disparition au XIXème siècle de la cuisine collective de palier, qui créait une trop grande socialisation ouvrière).

Les politiques familialistes, comme on en voit le retour avec les débats sur le quotient familial ou les attaques du FN contre le Planning

familial et son rôle d'accompagnement à l'IVG, visent donc la pérennisation d'un système dont la clé de voûte est l'oppression et l'exploitation des femmes. Le quotient familial donne ainsi un crédit d'impôt en fonction du rapport entre le revenu de la famille et le nombre de personnes « à charge ». Le principe même de crédit d'impôts, au lieu d'une aide financière, exclut du dispositif les familles pauvres non imposables. Le système par « personnes à charge » favorise l'arrêt de l'activité professionnelle des femmes des classes moyennes. Dans la même logique, le FN préconise le retour de la femme au foyer avec la création d'un « salaire parental ».

Quel intérêt pour les capitalistes de perdre ainsi une partie de la main-d'œuvre ? En temps de fort chômage, le retour des femmes au foyer permet de diminuer artificiellement les chiffres du chômage et la pression sur le marché de l'emploi. Par ailleurs, si les femmes assument la majeure



partie du travail domestique, les services publics peuvent être plus facilement attaqués : santé, petite enfance, assistance aux personnes âgées et aux handicapé-e-s... Enfin, des femmes au foyer sont isolées et donc moins menaçantes pour l'ordre social.

Dans la jeunesse, l'oppression et l'exploitation familiale se fait d'autant plus durement sentir du fait de la dépendance économique des jeunes filles. C'est également le cadre principal des violences psychologiques, physiques et sexuelles. Or pour s'en

échapper, avec une rémunération moindre (salaire plus bas, temps partiel, sous-emploi), beaucoup n'ont qu'une solution : se mettre en couple. La boucle est alors bouclée, le cantonnement de chaque femme dans sa cellule familiale étant garanti par leur vulnérabilité économique. Ainsi, 55% des filles de 20 à 24 ans sont en couple, contre 29% des garçons (2). Pourtant, la protection n'est pas meilleure : une femme meurt toujours tous les deux jours et demi sous les coups de son compagnon (3).

Chloé (Comité Jeunes Sorbonne)

(1) *Chiffres de l'Insee : Vivre en couple, 2006*

(2) *La criminalité en France, Rapport de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, 2011*

(3) *La criminalité en France, Rapport de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, 2011*

Prostitution : pourquoi la pénalisation des clients ne règle rien ?

La loi de pénalisation des clients de la prostitution, votée le 6 décembre 2011 à l'Assemblée nationale, continue la politique de répression des prostituées déjà mise en place par la loi de 2003, pénalisant le racolage. Cette loi, sous couvert de bonnes intentions (une prétendue volonté de lutter contre les violences faites aux femmes), est en réalité une aggravation de plus dans les conditions imposées aux prostituées. Le risque encouru pour les clients est de 3750 euros d'amende et de deux mois de prison. De fait, cette mesure va pénaliser avant tout les prostituées. Celles-ci vont être encore plus vulnérables : elles vont être contraintes d'exercer dans des lieux cachés. Cette politique répond à une logique de criminalisation et de stigmatisation des prostituées, de la pauvreté

et vise aussi à poursuivre la politique de répression vis-à-vis de l'immigration.

Lutter contre la précarité

La prostitution repose sur le système patriarcal, d'exploitation et de domination des femmes. Les conditions de vie des prostituées s'aggravent de jour en jour. Dans de nombreux cas, l'entrée dans la prostitution est une question de survie. C'est notamment le cas dans la prostitution étudiante, qui est aujourd'hui en augmentation. Dans ce contexte, la fermeture des frontières, qui rend de plus en plus difficile la migration, met les migrantes dans une situation de dépendance vis-à-vis des réseaux de trafiquants.

Les différentes lois instaurées dans les différents pays européens répondent à une même logique de précarisation. Par exemple, aux Pays-Bas, la réouverture des maisons closes et la libéralisation du proxénétisme a permis à l'État de contrôler ce marché, en réprimant les prostituées qui ne rentraient pas dans ces nouveaux statuts, notamment les prostituées sans-papiers. En France, la loi sur la pénalisation des clients ne s'attaque ni à la question du proxénétisme, ni aux conditions matérielles qui créent la prostitution. La question de la prostitution est compliquée, y compris pour toutes les féministes. Le débat qui anime le mouvement féministe est surtout lié à la question du travail sexuel : doit-il être considéré réellement comme un travail, doit-on se battre pour

réglementer la prostitution ou lutter pour son abolition ?

Dans ce débat complexe, nous devons, en tant que féministes et révolutionnaires, nous placer d'abord aux côtés des opprimées et donc des prostituées. C'est pour cela qu'il est important de dénoncer l'hypocrisie de cette loi, tout en refusant l'exploitation du corps d'autrui et l'esclavage sexuel. Le proxénétisme doit être réprimé et non les prostituées.

Contre les politiques libérales et sécuritaires, nous revendiquons la régularisation de toutes et tous les sans-papiers, le droit au logement pour toutes et tous, l'augmentation des minimas sociaux, pas un revenu en dessous de 1600 euros net. Une vraie politique pour les prostituées doit supprimer

toute répression directe (délit de racolage) ou indirecte (pénalisation des clients) des prostituées et leur permettre d'être réellement protégées par les lois contre les violences. Elle doit favoriser leur accès aux droits : à la protection sociale, au logement, à la justice, au droit d'association, à la formation...

L'État montre une fois de plus son mépris à l'égard des femmes et des prostituées, en les mettant dans des conditions toujours plus difficiles. Nous devons plus que jamais lutter pour l'égalité femme/homme, nous battre pour garder nos droits et en gagner de nouveaux !

Mimosa (comité Jeunes Aix Marseille)

Contre les violences

Une loi-cadre comprenant un service public d'accueil, d'écoute, d'hébergement pour les femmes victimes de violence ; des campagnes d'information et de sensibilisation auprès de tous les publics ; la formation spécifique et obligatoire en matière de prévention et de prise en charge des violences pour toutEs les professionnelEs concernéEs

La fin de toutes politiques répressives, directes ou indirectes, à l'encontre des prostitué-e-s (délit de racolage passif, pénalisation des clientEs, proxénétisme de soutien)

La régularisation de toutes les sans-papiers victimes de violences avec statut de réfugiés

Contre les inégalités

L'égalisation des salaires entre les femmes et les hommes et le rattrapage des mois ou années de salaires inférieurs versés ; l'interdiction des emplois précaires et des temps partiels imposés ; des crèches publiques à hauteur des besoins

Le droit au mariage et à la parentalité (adoption, procréation médicalement assistée) pour tous et toutes, les mêmes droits (égalité fiscale, droit à l'héritage, aux pensions de reversions...) pour tous les couples, mariés, pacés, en concubinage et les célibataires

La suppression de la mention de sexe et du terme « mademoiselle » dans l'administration

Les travailleuses, parmi les premières victimes de la crise ?

Quelques lectures

• **Alexandra Kollontai**, « Conférences à l'université Sverdlov sur la libération des femmes », 1921
www.marxists.org/francais/kollontai/works/1921/0a/kollontai_conf.htm

• **Angela Davis**, « Femmes, race et classe », 1981

• **IVème Internationale**, « La révolution socialiste et la lutte de libération des femmes », Résolution adoptée par le XIème Congrès mondial de novembre 1979
www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?option=com_content&view=article&Itemid=53&id=745

Quelques films

• **Le sel de la terre**, réalisé par Herbert J. Biberman, 1954

• **We want sex equality**, réalisé par Nigel Cole, 2010

• **La domination masculine**, réalisé par Patric Jean, 2009

Depuis le début de la crise en 2008, les attaques contre les travailleurs et les travailleuses se multiplient. L'austérité nous fait payer de plus en plus cher cette crise dont nous ne sommes pas responsables. Ces mesures touchent en particulier les femmes, non seulement dans le monde du travail, mais également dans tous les aspects de leur vie.

Retour sur le salariat féminin

Depuis toujours, les femmes servent de main d'œuvre de réserve pour les capitalistes. Le travail des femmes est aussi vieux que le salariat. Dès le dix-neuvième siècle, elles sont employées comme domestiques par les familles bourgeoises, pour aider dans l'agriculture ou encore comme ouvrières, notamment le textile, mais souvent dans de petites unités de production. Elles gagnent un tiers ou la moitié du salaire des ouvriers.

Durant la Première guerre mondiale, les hommes sont au front et les ouvriers viennent à manquer. Les femmes vont donc les remplacer dans de plus grandes unités de production, les usines et elles vont connaître des augmentations de salaires (sans toutefois rattraper le niveau des hommes), ne pouvant plus vivre de celui de leur conjoint.

Ce nouvel état de fait bouscule le discours de la morale bourgeoise. Si auparavant on poussait les femmes à rester au foyer, la guerre voit le développement d'un discours nationaliste valorisant le travail féminin, « dans l'intérêt de la nation ».

Cette nouvelle main d'œuvre aussi performante que l'ancienne est bien plus rentable pour les capitalistes. Le travail de nuit se développe, les conditions de travail se dégradent. L'exploitation de ces ouvrières est rendue encore plus facile. Ce scénario se répétera durant la Seconde guerre mondiale, puis lors de la reconstruction du pays.

Les femmes face à la crise

En dehors des périodes de très forte activité économique (notamment les guerres ou la

reconstruction), le capitalisme cherche à rendre les salarié-e-s le plus flexibles possible. C'est notamment vrai dans des secteurs féminisés, comme le nettoyage ou la grande distribution. Les embauches à temps partiel et en CDD y sont les plus nombreuses.

Victimes de la précarité, des temps partiels imposés et des salaires bien souvent inférieurs à ceux des hommes, les femmes se retrouvent souvent privées d'emploi. Elles sont les premières victimes de la casse du service public : manque de places en crèches et absence de nouveaux espaces d'accueil, suppression de classes de maternelle... Tout ces obstacles les renvoient irrémédiablement à des mi-temps imposés, afin de concilier travail et garde des enfants. La précarité et le chômage, souvent combinés, servent de fer de lance à la remise en cause des acquis.

Les chiffres sont éloquentes. 82% des salarié-e-s à temps partiel sont des femmes. Ces emplois ne leurs permettent souvent pas de subvenir à leurs besoins, et nombreuses sont celles qui tombent peu à peu dans la pauvreté.

Si les femmes sont plus touchées que les hommes par le chômage, cela n'est pas forcément visible par le nombre de licenciement. Les précaires, et donc bien souvent les femmes, ne sont pas licencié-e-s. Ce sont leurs contrats à durée déterminée, leurs missions d'intérim qui ne sont pas renouvelés ou leurs postes dans la fonction publique qui ne sont pas remplacés. Les chiffres du chômage ne prennent pas en compte ce type de destruction de postes. C'est un moyen de diminuer le taux de chômage officiel.

Bien sûr, toutes les femmes ne sont pas concernées. Celles issues des classes sociales plus élevées ont les moyens de payer des assistantes maternelles et des agents d'entretien.

Le retour à l'ordre moral

Les attaques contre le droit des femmes à disposer librement de leurs corps sont régulières : fermetures de centres IVG, dénigrement du Planning familial, moyens de contraceptions et de protections de moins en

ON VOUS L'A DÉJÀ DIT : ON VEUT CHOISIR



moins accessibles... Les plans d'austérité et les attaques du gouvernement envers les jeunes et les salariés s'accompagnent d'attaques spécifiques contre les droits des femmes. C'est aussi l'indicateur d'un retour à l'ordre moral, visible depuis plusieurs années.

La fermeture régulière de centre IVG faute de financements implique que de nombreuses femmes se retrouvent dans une situation de grossesse non désirée.

Le désengagement de l'État vis-à-vis du Planning familial ne peut que renforcer ce problème, puisqu'il est le principal interlocuteur en matière de contraception, protection et avortement. Ces attaques vont de pair avec la montée en audience de partis réactionnaires comme le FN. Derrière sa nouvelle façade « progressiste », les mêmes valeurs familiales réactionnaires subsistent.

Marine Le Pen défend le déremboursement de l'IVG sous prétexte qu'il existe de nombreux moyens de contraceptions. Citons aussi dans le programme de Marine Le Pen un « revenu parental » s'élevant à 80% du SMIC. S'il s'adresse officiellement « aux pères et aux mères », c'est bien évidemment une grande majorité de femmes qui cesseraient leurs activités professionnelles pour

s'occuper de leurs enfants. Un écho à la vieille idée misogyne du retour au foyer des femmes pour diminuer le chômage des hommes.

La crise cristallise le racisme et la lesbophobie

Nous vivons dans une société patriarcale, c'est-à-dire une société dans laquelle l'ordre social et familial se concentre autour du père, ou de l'homme en général. On fait passer pour « normale » la domination de l'homme sur la femme. Le premier cercle d'oppression est la cellule familiale : les femmes en sont la main-d'œuvre gratuite pour tout ce qui tient des tâches ménagères (80% des tâches domestiques sont encore assumées par des femmes), de l'éducation des enfants, etc.

La rémunération des femmes étant toujours inférieure à celles des hommes, il leur est difficile d'avoir leur autonomie, d'assumer leur sexualité. Elles sont poussées à se mettre en couple avec un homme pour éviter la précarité et le manque d'argent.

L'ordre moral, le sexisme se développent en période de crise, de même que le racisme, l'homophobie et tout ce qui peut diviser le camp des opprimé-e-s. L'idéologie

dominante stigmatise les personnes non blanches ou venant de quartiers populaires, rendant difficile l'accès à l'emploi. Les sans-papiers et sans-papiers, en situation clandestine, sont corvéables à merci et sans protection sociale. Difficile de se défendre en cas de problèmes, par exemple de harcèlement.

Être une femme lesbienne est également plus difficile en temps de crise, avec le repli vers la cellule familiale. Par exemple, il est fréquent que des jeunes soient rejeté-e-s par leur famille en raison de leur orientation sexuelle. Ils se trouvent alors plongés dans la précarité.

Tout au long de l'année, dans les échéances militantes comme dans les élections, nous mettons en avant des revendications féministes d'urgence, notamment : l'égalité de salaires entre hommes et femmes, la transformation des emplois précaires en CDI, l'interdiction des licenciements, l'accès libre et gratuit aux moyens de contraceptions et de protections, ainsi qu'à l'avortement, la création de foyers d'accueil autogérés par les associations LGBTI pour les jeunes en situation de rupture familiale...

Ambre (Comité Jeunes

Le Mans)

Grandes écoles : la formation des élites à l'hétérosexisme

A l'École Normale supérieure de la rue d'Ulm (ENS), on n'apprend pas seulement les disserts. On est éduqué à devenir la caution morale des classes dominantes, qui saura justifier et perpétuer l'ordre social depuis son siège professoral.

Apolitisme = politique sexiste, homophobe et raciste

Dans les grandes écoles, les BDE (bureaux des étudiants) organisent les loisirs (sport, fête, ciné...), promouvant un esprit de corps très élitiste, tout en se déclarant « apolitiques ». Celui de l'ENS, le COF (Comité d'organisation des fêtes), dit défendre « les intérêts des normaliens dans leur école ». Une enquête récente de Rue 89 livre un témoignage tout autre (1).

Pour leur arrivée à l'École, les étudiantEs sont invités au « MEGA », le week-end d'intégration (2) : « Les conscrit(e)s doivent par exemple monter dans les bus sous le cris de "bande de pucaux ! Bande de sodomites !" Une fois les cars partis, on commence à boire et à éruer des chansons sexistes. » Les conscritEs, notamment les plus « jolies filles » (appelées « le gibier ») doivent jouer au « rugby bus » : traverser le bus alors que tout le monde fait barrage de ses bras. « Pour les filles, c'est bien sûr l'occasion de subir des attouchements non consentis. » Le racisme est aussi à l'honneur avec l'élection de « Mister et Miss Méga », où les étudiantEs étrangers sont forcés à caricaturer leur pays ou leur culture.

Cet « apolitisme », fait passer les violences sexistes, racistes et homophobes pour des évidences. Il les intègre au folklore, à la défense corporatiste de l'identité de l'école : elle a son vocabulaire,

ses blagues traditionnelles, ses chansons paillardes, ses « jeux » à elle. Derrière, c'est la reproduction de l'ordre social qui est en jeu.

Louise (Comité Jeunes Sorbonne)

(1) <http://www.rue89.com/2012/01/09/sexisme-homophobie-racisme-ou-paillardise-normale-sup-228142>

(2) Depuis la loi Royal interdisant les bizutages, on parle de « week-ends d'intégration ». Mais les pratiques d'humiliation et de violence sont bien les mêmes.

Formation des profs : le gouvernement persiste et signe

Le rapport annuel de la Cour des Comptes condamne la réforme de la « masterisation », soulignant ses effets néfastes sur la formation des profs... Mais le gouvernement s'en moque !

La fin des IUFM

Après avoir instauré l'accès aux concours de l'enseignement à bac+5, il a ordonné la création de « masters enseignements ». Ils assurent une pseudo formation mêlant la rédaction d'un mémoire, l'obtention de certifications en langue et en informatique et des stages dans des conditions désastreuses (rémunération absente ou insuffisante, absence de tuteur, lieu du stage très éloigné du lieu d'études, etc.).

Maintenant, la loi Gasperrin, adoptée à l'Assemblée le 15 février s'attaque aux IUFM. Elle remet en cause le rôle des IUFM dans la formation des enseignants, actant leur dissolution et le transfert de la formation des profs aux universités.

Elle ouvre la possibilité pour le privé de dispenser une formation aux concours et au métier d'enseignant. Des formations privées et onéreuses seront en concurrence avec la formation universitaire. Seuls les étudiants qui peuvent financer les deux années d'études supplémentaires et une formation privée auront une préparation suffisante. Cette sélection sociale se fait sentir avec la baisse du nombre de candidats aux concours.

Mobilisation à Lille

Une circulaire du rectorat de Lille, stipulant que les étudiants non admissibles seront interdits de stage dans l'Éducation (alors même que ce stage est obligatoire pour valider leur M2 !) a provoqué la colère des étudiants. Le rectorat leur conseillait d'effectuer ce stage dans... Des associations humanitaires !

Les étudiants ont organisé des assemblées générales, un rassemblement devant le rectorat et ont participé à la mobilisation de l'Éducation le 31 janvier.



Cet exemple local montre la nécessité de se mobiliser pour exiger un stage de qualité rémunéré partout et pour tous, ainsi que pour des diplômes nationaux reconnus sur le marché du travail.

Irène (Comité Jeunes Paris 3-Censier)

Victoires pour les lycéens sans-papiers !



Au lycée Joliot-Curie de Nanterre (92)

La mère d'un élève de terminale S de Joliot-Curie (Nanterre), était menacée d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF). La Préfecture du 92 voulait diviser la famille pour la virer entièrement par la suite.

Les profs et les lycéens ont organisé un rassemblement devant la Préfecture. Environ 300 personnes ont accompagné leur camarade et sa mère. Une délégation a été reçue, comprenant une élève, deux profs, un représentant de la mairie de Nanterre et l'élève sans-papier.

La Préfecture a été contrainte de donner à toute la famille un titre de séjour. Cette nouvelle est encourageante pour tous les sans-papiers du 92 !

Au lycée Théodore Monod à Noisy-le-Sec (93)

Suite à l'arrestation et à la mise en centre de rétention de Marie Téclaire, hébergée dans un foyer, et encadrée depuis deux ans, le personnel en grève du lycée Théodore Monod s'est rassemblé spontanément devant la préfecture de Bobigny, émettrice de l'obligation de quitter le territoire français. Marie Téclaire a été relâchée. Le service public de l'éducation doit assurer la scolarisation des enfants et des jeunes qui se sont inscrits dans un cursus scolaire en France. Marie Téclaire doit être régularisée !

Les élèves sans-papiers doivent se battre dès maintenant pour leur régularisation, en prenant contact avec les associations comme le Réseau éducation sans frontières (<http://www.educationsansfrontieres.org>).

Correspondant

Tous ensemble, STG !

Dans l'académie de Versailles, vingt-huit classes de STG sont menacées de fermeture pour la rentrée prochaine. Un des lycées touchés, Jacques Monod à Clamart (92), était menacé de voir ses deux classes (RH et CFE) fermées.

Il s'agit bien sûr, avant tout, de fermer des classes à cause du manque de profs. Mais le Rectorat avait aussi un projet tout ficelé en tête : faire du lycée voisin, Mounier à Châtenay-Malabry, un bahut spécialisé dans les filières technologiques en ouvrant une classe censée pallier aux fermetures à Monod... Et de Monod, un

lycée uniquement généraliste. Le premier est un bahut populaire avec « seulement » 80% de réussite au bac, le second un lycée de « centre-ville » avec près de 90% de réussite. Ce projet, c'était la ghettoïsation à l'extrême, celle voulue par Chatel avec sa réforme, qui individualise les formations et met en concurrence tous les élèves et tous les établissements.

Il aura fallu quatre jours de grève des profs, trois blocages du lycée par les élèves, la participation des parents et de leurs fédérations à la mobilisation, un rassemblement au rectorat de Versailles avec

des lycées du 78 et du 91, une manifestation de 250 personnes dans Clamart, une pétition massivement signée, le soutien du maire de Clamart et d'autres élu-e-s... Pour que le Rectorat recule en annonçant le maintien des deux classes !

Cette lutte exemplaire, faite de solidarité entre profs et élèves et entre lycéens de filières différentes, montre que les victoires sont possibles !

Correspondant

Avec Claude Guéant, APPRENDS À HIÉRARCHISER TES CIVILISATIONS !

Le 4 février dernier, lors d'une réunion nationale de l'UNI, Claude Guéant a déclaré : « Contrairement à ce que dit l'idéologie relativiste de gauche, pour nous, toutes les civilisations ne se valent pas. (...) Celles qui défendent l'humanité nous paraissent plus avancées que celles qui la nient (...). Celles qui défendent la liberté, l'égalité et la fraternité, nous paraissent supérieures à celles qui acceptent la tyrannie, la minorité des femmes, la haine sociale ou ethnique. »

Mais alors...

Quelle société vaut plus que les autres ?

Heureusement, Gérard Longuet, ministre de la Défense et ancien militant d'extrême droite, est là pour nous proposer quelques critères. Pour lui, les sociétés de culture musulmane ne sont pas toutes dans le bas du

classement car : « il y a un islam débonnaire et bon enfant qui est tout à fait à l'image de ce qu'est le protestantisme ou le catholicisme dans d'autres parties du monde ».

Et nous constatons que cette grille d'analyse fonctionne très bien. Prenons un pays au hasard. Par exemple :

- Une société dans laquelle les femmes gagnent 30% de moins que les hommes à travail et qualification égale,
- une société qui, au nom de l'économie et de la rigueur, ferme des services hospitaliers, notamment des centres d'IVG et des maternités,
- une société qui compte 75 000 viols par an et près de 200 000 tentatives de viols et dans laquelle une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son conjoint,
- une société qui fait des lois pénalisant des femmes (contre les prostituées avec

le « racolage passif », contre les femmes voilées...) au nom de leur « protection »,

- une société qui exploite les ressources d'autres pays, qui ne s'excuse ni de la colonisation ni de son soutien aux pires dictatures et massacres, mais qui expulse plus de 30 000 sans-papiers par an, en les traitant de « profiteurs »,
- une société qui perpétue la persécution des Roms et des gens du voyage depuis le 17^{ème} siècle,
- une société qui n'accepte pas l'égalité des droits entre toutes les personnes qui vivent, étudient, travaillent, qui ne reconnaît ni le droit de vote aux immigrés ni le droit au mariage et à l'adoption aux lesbiennes, gays, bi et trans,
- une société dans laquelle vingt-quatre personnes se partagent 83 milliards d'euros tandis que huit millions vivent sous le seuil de pauvreté,



Mars 2012

www.npa2009.org

http://npa.jeunes.free.fr

contact-jeunes@npa2009.org

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

L'étincelle anticapitaliste

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution

Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste

Directeur de publication : Jean Baptiste Tondou

Impression : Rotographie - Montreuil.

Numéro ISSN : en cours.

Numéro de commission paritaire : en cours.

Tirage : 1000 exemplaires.

Partageons sans entrave !

L'ACTA (Anti-Counterfeiting Trade Agreement), signé par l'UE en janvier, instaure des mesures de répression du partage d'œuvres sur Internet. Peu importe l'absence de prise en compte des atteintes aux droits individuels, la propriété privée est plus importante.

Protection des artistes ?

On nous dit que ces mesures servent à protéger les artistes. Pourtant, Internet permet à plus de monde d'écouter de la musique qui ne passe pas à la radio, de voir des séries qui ne passent pas en France, de voir des films qu'on n'aurait pas été voir au cinéma.

Cela joue positivement sur les achats de places de concert et même en partie de CD, de DVD ou de places de ciné. Bienvenue chez les Ch'tis en 2008 et Intouchables en 2011 ont dépassé au box-office La Grande vadrouille (1966) et Blanche-neige et les sept nains (1938) qui, pourtant, ne souffraient pas autant de la concurrence du téléchargement (ni même de la cassette vidéo) !

Bien sûr, il faut maintenir la fréquentation des cinémas et l'achat des œuvres. Cela passe par la baisse des prix sur les disques et les places de cinéma ou de concert, avec un contrôle comme pour les livres, et, pourquoi pas, un « pass-culture » pour les lycéens, les étudiants, les apprentis et même les salariés via

les comités d'entreprises.

Pour une licence égale

Le NPA propose une « licence égale » : une taxe sur les majors de l'industrie culturelle, les opérateurs telecoms et les fabricants d'informatique. Elle permettrait de rémunérer les auteurs par le biais des abonnements à internet, sans en augmenter les prix. Les internautes pourraient choisir à qui une partie de leur contribution serait versée. Le reste serait socialisé dans un fonds de solidarité pour soutenir la création.

Propriété intellectuelle ?

Nous refusons de confondre les

notions de droit à la rémunération (évidemment légitime) et de « propriété intellectuelle ». Celle-ci est un drôle de concept ! La différence entre un produit matériel et un produit intellectuel est pourtant grande. Dans le premier cas, un objet ne peut pas être possédé et utilisé par deux personnes en même temps : je possède un stylo, si je te le donne, je ne peux plus l'utiliser. Dans le second cas, c'est l'inverse : je sais que 2+2 font 4, c'est une connaissance que je possède. Mais si je te la donne, je ne la perds pas pour autant. Je peux l'utiliser en même temps que toi. De même pour un fichier audio : je peux envoyer une chanson et continuer à l'écouter.

Il n'y a donc aucune raison de

mettre des barrières au partage, sinon le dogme capitaliste de la sacralité de la propriété privée... Avec cette idée, on va très loin : des laboratoires pharmaceutiques empêchent la production de médicaments non rentables, qui pourraient soigner des milliers de malades ; des constructeurs automobile bloquent le développement des énergies alternatives au pétrole...

La rémunération est un faux problème, il y existe des solutions. Avec l'ACTA se joue autre chose : un choix de civilisation. Refusons celle qui privilégie la propriété sur le partage !

JB (Comité Jeunes 92 nord)

CONTACTE NOUS ET PARTICIPE AUX

[29^e RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES DU 28 JUILLET au 4 AOÛT 2012 dans L'ÉTAT ESPAGNOL]

Une semaine de DÉBATS ET DE FÊTES ENTRE JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES DU MONDE ENTIER



Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
Prénom Téléphone
Statut : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue RICHARD LENOIR, 93 100 MONTREUIL
CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG // RÉDACTION : ETINCELLE.ANTICAPITALISTE@GMAIL.COM
npa.jeunes.free.fr // 01 48 70 42 30

- Je VEUX m'abonner au JOURNAL (à PARTIR DU NUMÉRO...) POUR 10 € POUR 10 NUMÉROS (CHÈQUE à L'ORDRE DE ALEA)
- Je VEUX DES INFORMATIONS SUR LES RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES (DU 28 JUILLET au 4 AOÛT dans L'ÉTAT ESPAGNOL)
- Je DÉSIRES PRENDRE CONTACT avec Les Jeunes du NPA